




STATEC
Luxembourg

Le dépôt électronique des comptes annuels et la Centrale des bilans du Luxembourg

31 octobre 2012




STATEC
Luxembourg

Le déroulement de la présentation

1. La Centrale des bilans (CdB) du Luxembourg
 - Origine – Base légale – Rôle et utilité – Définition / Statut*
2. La procédure de dépôt électronique des comptes annuels
 - eCDF / eRCS*
3. L'utilisation et publication des données par la Centrale des bilans
 - Accès aux données – CdB vs RCS – Types de produits*

2




STATEC
Luxembourg

1. La Centrale des bilans du Luxembourg (CdB)

1.1. Quel est l'historique de la CdB?

- **De 1980 à 2002:** processus de réflexion sur la création d'une centrale des bilans
- **2002:** Réorganisation du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS)
- **2006:** Mise en place de la Commission des normes comptables
- **2009:** Plan comptable normalisé
- **2011:** Dépôt électronique de la liasse comptable
: Loi-cadre du STATEC

3




STATEC
Luxembourg

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.2. Quel est le cadre légal... existant?

Loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises:

Art. 76. – « Les documents à déposer (...) sont transmis par le registre de commerce et des sociétés au Service central de la statistique et des études économiques qui en assure l'archivage et la conservation sur support informatique. »

Règlement grand-ducal du 10 novembre 2006 portant sur la composition, l'organisation, les procédures et les méthodes de travail de la Commission des Normes Comptables (CNC)

- A mis en place la CNC qui a activement assisté à la préparation d'un plan comptable normalisé adapté aux entreprises;

4




STATEC
Luxembourg

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.2. Quel est le cadre légal... existant?

Règlement grand-ducal du 10 juin 2009 déterminant la teneur, la présentation et la numérotation d'un Plan comptable normalisé (PCN):

- Les professionnels en matière comptable et les administrations concernées ont activement contribué;
- Base pour le dépôt du solde des comptes.

Règlement grand-ducal du 14 décembre 2011 déterminant la procédure de dépôt de la liasse comptable auprès du RCS et les conditions de contrôle arithmétiques et logiques concernant les comptes annuels

- résulte de la très bonne expérience du RCS en matière de dépôt électronique dans les autres domaines: aujourd'hui près de 70% des dépôts en moyennes sont faits par voie électronique

→ prévoit une procédure de dépôt obligatoirement par voie électronique à partir du 1.1.2012

5




STATEC
Luxembourg

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.2. Quel est le cadre légal... existant?

Règlement grand-ducal du 14 décembre 2011 déterminant la procédure de dépôt de la liasse comptable auprès du RCS et les conditions de contrôle arithmétiques et logiques concernant les comptes annuels

- Introduit la notion de **liasse comptable**
- Distingue entre les **entreprises soumises à l'obligation de déposer le solde des comptes suivant le PCN**, c-à-d:
 - Entreprises visées par l'art.8 du Code de commerce,
 - Sociétés de participation financières visées à l'article 31 de la loi du 19.12.2002

et les **autres entreprises** uniquement soumises à une obligation de dépôt des comptes annuels ou consolidés auprès du RCS

6

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.3. Quel est le cadre légal... «interne»?

Loi du 10 juillet 2011 portant organisation du STATEC:

Art. 2. Paragraphe 4: « ... établir et de gérer une Centrale des bilans constituée de données issues des comptes annuels des entreprises et d'en publier les informations; »

7

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.4. Qu'est-ce que la CdB?

STATEC = administration sous Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

CdB = unité de la Division des Services généraux du STATEC.

CdB = organisme qui centralise des informations structurées de la liasse comptable des entreprises, c.-à-d.

- les bilans,
- les comptes de profits et pertes,
- les soldes des comptes d'après le plan comptable normalisé (PCN).

En pratique - Base de données

- comptables brutes
- préparées via eCDF
- informatiquement exploitables
- accessibles aux administrations et au public dans les limites de publicité prévues par la loi

8

1. La Centrale des bilans (CdB) du Luxembourg

1.6. Quel est le rôle de la CdB?

- Centraliser les informations
- Archiver et conserver sur support informatique
- Assurer la diffusion auprès des administrations et du public (RGD à définir)
- Corollaire: assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie
 - Par la harmonisation des données
 - Par le recours d'une collecte standardisée

9

1. La Centrale des bilans (CdB) du Luxembourg

1.7. Quel sont les prérequis de la CdB?

1. **Formulaires / fichiers standardisés**
Loi du 19 décembre 2002 / Loi du 10 décembre 2010:

- la structure du bilan
- la structure du compte de pertes et profits.

2. **Données détaillées via le dépôt du soldes des comptes**
Règlement grand-ducal du 10 juin 2009 :

- d'après le Plan comptable normalisé (PCN)

3. **Données recueillies dans les délais légaux**

→ Aujourd'hui les dépôts quasi non exploités de plus de 60 000 comptes annuels constituent un **gâchis extraordinaire**

10

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.8. Quels sont les avantages pour les entreprises?

1. Simplification des **procédures administratives** :

→ dépôt unique des comptes annuels au RCS, en général dépôt standard, abandon du dépôt papier pour le dépôt électronique

2. **Accès simplifié** à l'information par diffusion par Internet

3. Possibilités de **comparaisons et de bench-marking** (au Luxembourg et par rapport aux pays voisins)

4. Diminution des informations demandées par les administrations et des questionnaires envoyés

11

Réduction de la charge administrative

Administration	Formulaires actuels	% couvert par le PCN	Autres documents fournis par la Centrale des bilans
STATEC	Questionnaire standard SBS Questionnaire détaillé SBS Questionnaire financier SBS	85 % – 13%	Annexes
ACD	Formulaire principal Formulaire "Frais généraux" Formulaire "Détail du compte privé"	– 60 % 90 %	Bilan Compte de profits et pertes Annexes
AED	Déclaration annuelle Annexe fiscale	– 100%	Bilan Compte de profits et pertes Annexes

STATEC
Luxembourg

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.9. Quels sont les avantages pour les administrations?

1. Limitation du **travail administratif**
→ par l'**informatisation des données**
2. Accès à des **informations fiables et structurées** sur les entreprises
→ amélioration de la **qualité des données**
3. Réduction des erreurs et d'éventuelles fraudes
→ amélioration des outils de **prévention des faillites**

13

STATEC
Luxembourg

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.10. Quels sont les avantages pour le STATEC?

1. **Statistiques d'entreprises** basées sur des données comptables:
 - meilleure couverture
 - délais plus courts
 - moins d'erreurs d'interprétation
 - meilleure fiabilité
2. **Comptes nationaux** - Calcul du PIB
 - Cadre conceptuel complexe, qui s'appuie largement sur les données comptables des entreprises
3. Rencontre recommandation **Audit Commission Européenne/Cour européenne** des comptes: meilleure utilisation des sources administratives.

14

STATEC
Luxembourg

1. La Centrale des bilans du Luxembourg

1.11. A quel stade la CdB intervient-elle?

15

STATEC
Luxembourg

2. La procédure de dépôt électronique de la liasse comptable

2.1. La plateforme électronique de collecte des données financières (eCDF)

- Mettre à la disposition des entreprises concernées une plateforme centrale et neutre de préparation, de validation et de transmission par Internet des données financières à fournir régulièrement à l'Etat
 - Dans un premier temps pour les documents comptables
 - Dans un deuxième temps pour les déclarations fiscales
- Fournir aux administrations concernées de l'Etat, pour information et/ou pour traitement spécifique en fonction du métier, ces données validées

16

eCDF
Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Accueil

Informations générales

Préparation des comptes annuels par la solution PDF

Structure XML

Demarche globale du projet

Actualités

Version Adèle supportée

Remploi du formulaire de souscription

17

STATEC
Luxembourg

2. La procédure de dépôt électronique de la liasse comptable

2.1. La plateforme électronique de collecte des données financières (eCDF)

La plateforme eCDF doit être utilisée par:

- les entreprises visées à l'art. 8 du code de commerce, soumises au PCN arrêté par RGD du 10 juin 2009 déterminant la teneur, la présentation et la numérotation du plan comptable normalisé.
- les sociétés de participation financières définies à l'article 31 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le RCS
- [Tableau synthétique disponible sur eCDF](#)

18

2. La procédure de dépôt électronique de la liasse comptable

2.1. La plateforme électronique de collecte des données financières (eCDF)

Accès à l'application « CI.MAN »

Application de gestion des mandats et de leurs mandats (pas nécessaire pour les déclarants ne déposant que des déclarations propres).

Sans la définition d'un mandat par client, les fiduciaires ne pourront pas préparer et déposer des déclarations pour leurs clients.

Manuel utilisateur disponible sous : https://ecdf.l2o.etal.lu/ecdf/formules/eCDF-PDF_solution_user_documentation-01-FR.pdf

2. La procédure de dépôt électronique de la liasse comptable

2.1. La plateforme électronique de collecte des données financières (eCDF)

Accès à l'application « CI.MAN »

Pour **définir les mandants (clients)** → saisir leur numéro de matricule et leurs numéros RCS et de TVA s'ils existent.

Après il faut encore **créer le mandat** de dépôt qui lui est associé et qui permet au mandataire de saisir et déposer des déclarations au nom de ce mandant.

La plateforme eCDF ne contrôle ni les dates de validité des mandats ni l'unicité d'un mandat.

Manuel utilisateur disponible sous : https://ecdf.l2o.etal.lu/ecdf/formules/eCDF-PDF_solution_user_documentation-01-FR.pdf

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Remplissage du formulaire de souscription
Publié le 27 octobre 2011

Des formulaires de souscription non complets ou mal remplis seront rajoutés en fin de queue de traitement !
Un faux numéro de certificat LuxTrust et/ou du « Organization Unit » (OU) du certificat Professionnel bloque l'accès et demande même de refaire toute la procédure de souscription !
La description du formulaire de souscription aide au bon remplissage !

Informations générales

Formulaires

Connexion

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Choix du type d'accès

Informations générales

Informations d'accès

Responsable d'accès	Formulaires concernés l'accès
meille (profes & parties) ble	Formulaire d'accès eCDF-Comptes annuels en français
CTIE	Formulaire d'accès eCDF-Comptes annuels en allemand
	Formulaire d'accès eCDF-Comptes annuels en anglais

Informations générales

Exigences techniques

Informations d'accès

Conditions générales

Documentation

Développeurs d'interfaces

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Informations générales

Formulaires

Connexion

Applications destinées aux clients privés	personnes		organisme		autres		autres	autres
	Pro	Private	Pro	Private	Pro	Private		
DE Gachet (citoyen)	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
BCEC 5-net	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
CCP Connect	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
BILNet	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
BCL BNP Paribas Web Banking	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Fortuna e-Banking	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Raffaelsen Net	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
RCCL	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Ville de Luxembourg	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
SeeZam	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Applications destinées aux clients professionnels								
MultiBank	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
eTVA	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
PLDA	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
RCCL (COO)	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Softa	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
ELLux	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
e-File	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Ville de Luxembourg	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
eCDF	✓	✓	✓	✓	✓	✓		

2. La procédure de dépôt électronique de la liasse comptable

2.1. La plateforme électronique de collecte des données financières (eCDF)

Deux formats au choix:

- PDF - formulaires interactifs pouvant être remplis à l'écran et transmis par voie électronique
 - Solution opérationnelle depuis 01.01.2012
- XML - permet le transfert de déclarations générées par les outils informatiques comptables de l'entreprise
 - Solution opérationnelle à partir de fin avril / début mai 2012 (demandez votre fournisseur de logiciel comptable)

31

32

33

34

35

36

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Accueil > Transfert fichier

Informations générales

Formulaires

Transfert fichier

Préfixe eCDF

Suivi des transferts

Conditions nécessaires au transfert de fichier :

- Le fichier XML doit être généré par une interface eCDF d'outil comptable autorisé.
- Pour chaque assujéti dans le fichier XML, un mandat actif doit exister dans l'application de gestion des mandats CLMAN (sauf pour le déclarant qui ne déclare que pour lui-même).

1) Sélection du fichier à transférer

Le fichier à transmettre doit inclure une référence unique basée sur votre préfixe eCDF.

Le nom physique du fichier à transmettre doit absolument correspondre à la référence unique à l'intérieur du fichier complétée de l'extension ".xml".

H:\00000020120327T10284501.xml

Fichier à transférer : 000000X20120327T10284501.xml

2) Transfert

Avec ce transfert, vous acceptez les conditions générales de ce site et des administrations concernées.

Le transfert du fichier est en cours

43

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Accueil > Transfert fichier

Informations générales

Formulaires

Transfert fichier

Préfixe eCDF pour Test Company Alfa : 000000

Conditions nécessaires au transfert de fichier :

- Le fichier XML doit être généré par une interface eCDF d'outil comptable autorisé.
- Pour chaque assujéti dans le fichier XML, un mandat actif doit exister dans l'application de gestion des mandats CLMAN (sauf pour le déclarant qui ne déclare que pour lui-même).

2) Transfert

Avec ce transfert, vous acceptez les conditions générales de ce site et des administrations concernées.

Résultat du transfert

Validation du fichier terminée. Statut du fichier : **Erreur**

Veillez consulter le "détail du transfert" pour plus d'informations.

Résultat du transfert

Validation du fichier terminée. Statut du fichier : **OK**

Veillez consulter le "détail du transfert" pour plus d'informations.

44

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Accueil > Transfert fichier > Suivi des transferts > 000000X20120327T10284501

Informations générales

Formulaires

Transfert fichier

Suivi des transferts

Déclarations déposées

Déconnexion

Détail du transfert

Référence eCDF : 000000X20120327T10284501

Date de transmission : 28/03/2012 16:15:55

Nombre de déclarations : 3

Statut : **Erreur**

Début de dernier traitement : 28/03/2012 16:15:55

Fin de dernier traitement : 28/03/2012 16:16:01

Contenu

Rapport d'erreur

Informations générales

Nombre d'assujétis : 1

Test Company Alfa

- Bilan 2011 : 3 Erreur(s)
- Compte de profits et pertes 2011 : 5 Erreur(s)
- Plan comptable normalisé 2011 : Déposée

45

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Accueil > Transfert fichier > Suivi des transferts > 000000X20120327T10284501

Informations générales

Formulaires

Transfert fichier

Suivi des transferts

Déclarations déposées

Déconnexion

Détail du transfert

Référence eCDF : 000000X20120327T10284501

Date de transmission : 28/03/2012 16:15:55

Nombre de déclarations : 3

Statut : **Erreur**

Début de dernier traitement : 28/03/2012 16:15:55

Fin de dernier traitement : 28/03/2012 16:16:01

Contenu

Rapport d'erreur

Informations générales

Erreurs générales : Aucune

Déclarations en erreurs : 2

Test Company Alfa

- Bilan 2011 :
 - Champ 01 : Champ 01 est obligatoire
 - Champ 02 : Champ 02 est obligatoire
 - Champ 122 : Champ 122 doit être numérique et positif
- Compte de profits et pertes 2011 :
 - Champ 642 : Champ 642 doit être identique au champ 738
 - Champ 722 : Champ 722 = somme des champs (724 + 726)
 - Champ 724 : Champ 724 doit être numérique et positif
 - Champ 738 : Champ 642 doit être identique au champ 738
 - Champ 738 : Champ 738 = somme des champs (702 + 704 + 706 + 708 + 714 + 716 + 722 + 728 + 734 + 736)

46

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Accueil > Transfert fichier > Suivi des transferts > 000000X20120327T10351201

Informations générales

Formulaires

Transfert fichier

Suivi des transferts

Déclarations déposées

Déconnexion

Détail du transfert

Référence eCDF : 000000X20120327T10351201

Date de transmission : 28/03/2012 16:16:40

Nombre de déclarations : 1

Statut : **Rejeté**

Début de dernier traitement : 28/03/2012 16:16:40

Fin de dernier traitement : 28/03/2012 16:16:41

Contenu

Rapport d'erreur

Informations générales

Mauvaise structure du fichier XML !

Une erreur est apparue lors de l'analyse (parsing) du fichier XML :
 "Contente à v.g. votre fournisseur d'outil comptable en lui indiquant le message d'erreur suivant : "line 3: cvc-complex-type-2.4.3: Invalid content was found starting with element 'SchemaVersion'. One of '{http://www.ctne.etat.lu/2011/eCDF}#eReference'" is expected."

Contenu

Rapport d'erreur

Informations générales

Erreur de structure

Interface d'outil comptable inconnue

47

eCDF Plateforme électronique de Collecte des Données Financières

Accueil > Transfert fichier > Suivi des transferts

Informations générales

Formulaires

Transfert fichier

Suivi des transferts

Déclarations déposées

Déconnexion

Suivi des transferts

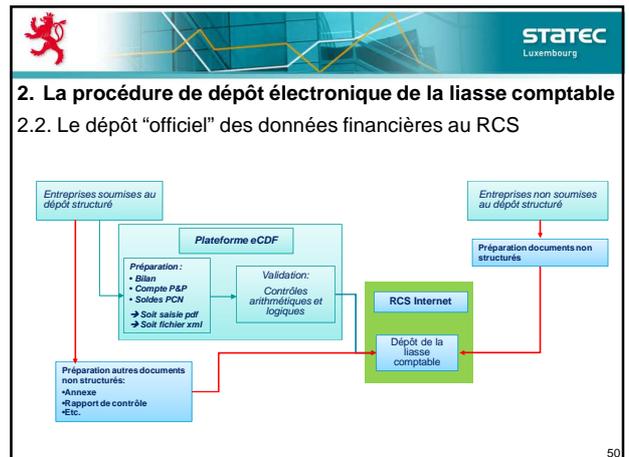
Transfert	Référence eCDF	Statut	Début validation	Fin validation	Supprimer
28/03/2012 16:19:13	000000X20120327T11040401	En transfert			
28/03/2012 16:18:51	000000X20120327T10524001	En validation	28/03/2012 16:18:51	28/03/2012 16:18:59	
28/03/2012 16:18:38	000000X20120327T10452001	OK	28/03/2012 16:18:27	28/03/2012 16:18:28	
28/03/2012 16:18:27	000000X20120327T10451501	OK	28/03/2012 16:18:16	28/03/2012 16:18:17	
28/03/2012 16:18:16	000000X20120327T10444601	OK	28/03/2012 16:18:16	28/03/2012 16:18:17	
28/03/2012 16:17:23	000000X20120327T10491001	OK	28/03/2012 16:17:23	28/03/2012 16:17:24	
28/03/2012 16:16:54	000000X20120327T10393301	OK	28/03/2012 16:16:54	28/03/2012 16:16:55	
28/03/2012 16:16:40	000000X20120327T10351201	Rejeté	28/03/2012 16:16:40	28/03/2012 16:16:41	
28/03/2012 16:16:23	000000X20120327T10376201	OK	28/03/2012 16:16:23	28/03/2012 16:16:24	
28/03/2012 16:15:55	000000X20120327T10284501	Erreur	28/03/2012 16:15:55	28/03/2012 16:16:01	

48

2. La procédure de dépôt électronique de la liasse comptable
2.2. Le dépôt "officiel" des données financières au RCS

- RCS n'accepte - à partir du 01.01.2012 - plus de dépôt de comptes annuels sous format papier y compris pour les exercices sociaux non concernés par la réforme (clôturés avant 31/12/2010)
- Dépôt RCS ne sera possible qu'avec un certificat LuxTrust
- La responsabilité du dépôt incombe au déposant en ce qui concerne
 - l'obligation de recours à eCDF
 - le dépôt du plan comptable normalisé
 - la présentation du bilan et / ou du compte de profits et pertes et / ou annexe légale sous forme abrégée ou intégrale
 - le dépôt, le cas échéant, d'autres documents (rapport de gestion, rapport de contrôle,...)

49



2. La procédure de dépôt électronique de la liasse comptable
2.2. Le dépôt "officiel" des données financières au RCS

Présentation générale de la demande de dépôt

- Sélection du dépôt à effectuer
- Préparation de la demande de dépôt
- Joindre les pièces à la demande de dépôt
- Mise au panier de la demande de dépôt
- Envoi et paiement de la demande de dépôt au RCSL
- Suivi des commandes
- Réponse du RCSL
- Preuve de dépôt

51

Registre de Commerce et des Sociétés

52

Registre de Commerce et des Sociétés

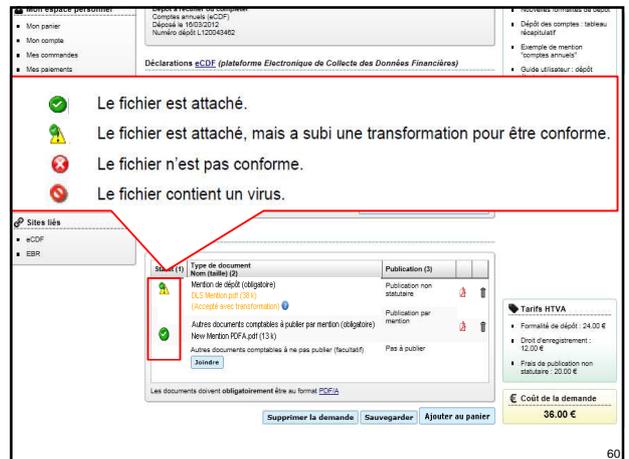
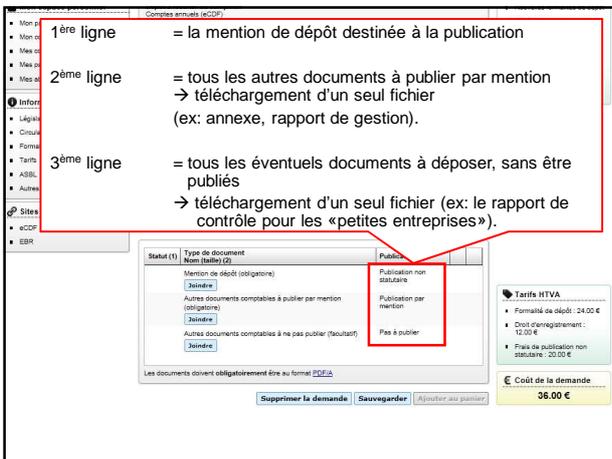
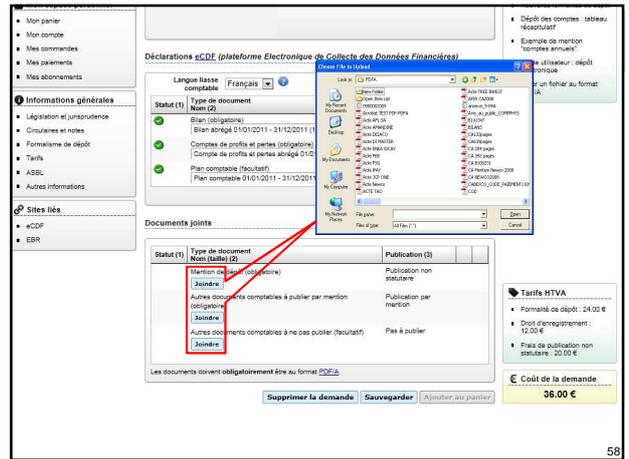
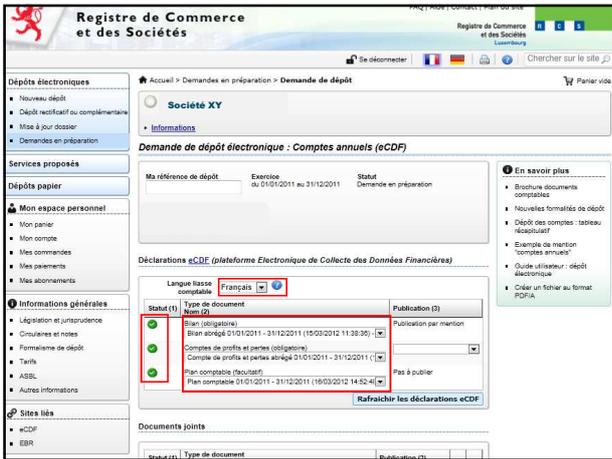
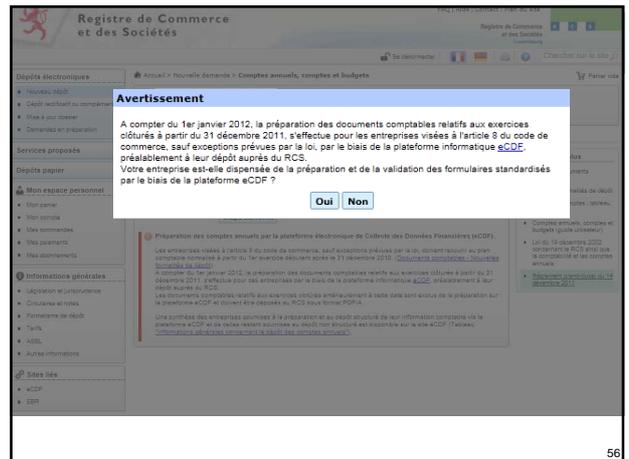
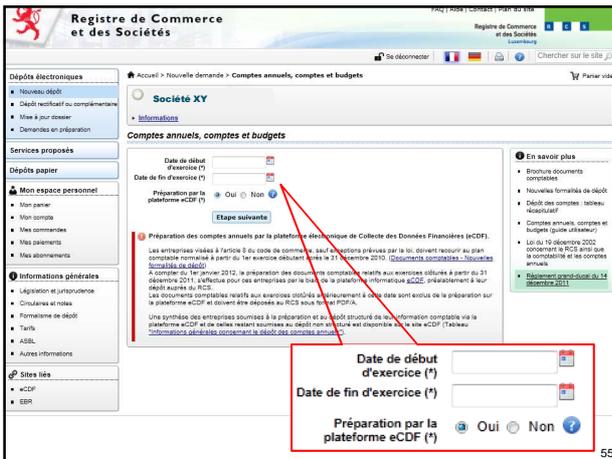
Le type de dépôt est à choisir.

Attention: les comptes consolidés font l'objet d'un dépôt spécifique.

53

Registre de Commerce et des Sociétés

54



STATEC
Luxembourg

3. Utilisation et publication des données par la CdB

3.1. L'accès aux données comptables

Art. 77 Loi 19/12/2002 - Un règlement grand-ducal détermine les conditions d'accès du public et des administrations aux informations conservées par l'Institut national de la statistique et des études économiques ...et le tarif applicable.

- Projet de RGD en préparation avec le STATEC – actuellement les comptes sont déjà accessibles via le site du RCS
- Les administrations ont accès aux données et elles ne pourront plus demander communication des données déjà transmises par les entreprises.

67

STATEC
Luxembourg

3. Utilisation et publication des données par la CdB

3.2. Les données CdB vs. données RCS

Le RCS diffuse :

- données non structurées
- non exploitable informatiquement.
- sous format PDF (format « image »)

La Centrale des bilans diffusera (en fonction du RGD):

- données structurées
- informatiquement exploitables
- sous différents formats selon les besoins des utilisateurs et le volume de données concerné

68

STATEC
Luxembourg

3. Utilisation et publication des données par la CdB

3.3. Les produits de la Centrale des bilans

Analyses économiques ou financières - délai conditionné par la disponibilité de séries chronologiques :

- Analyses **sectorielles** (par secteur d'activité, par forme juridique, etc.) comprenant des ratios, des soldes intermédiaires de gestion ainsi que des comparaisons sectorielles et temporelles
- Analyses **individuelles** par entreprise: documents d'analyse financière comprenant des ratios, des soldes intermédiaires de gestion ainsi que des comparaisons sectorielles et temporelles.

69

	Entreprises complet (n = 245)		Industrie (n = 49)		Commerce et génie civil (n = 53)		Commerce restauration et hébergement (n = 24)		Industrie des communications et services financiers (n = 37)		Entreprises et non payantes (n = 52)	
	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne
1. Structure d'exploitation												
Marge brute sur ventes *	107	11,96%	28	4,01%	19	6,39%	20	2,44%	23	3,92%	19	-3,18%
Marge nette sur ventes *	107	2,03%	28	2,40%	19	4,74%	20	1,80%	23	3,02%	19	-3,61%
Taux de valeur ajoutée (VA) *	106	28,96%	27	15,83%	19	28,01%	20	10,79%	23	57,29%	19	33,40%
VA par personne occupée (en euros) *	106	59.200	27	39.174	19	33.930	20	27.574	23	388.048	19	29.774
Part des frais de personnel dans la VA *	106	44,44%	27	64,14%	19	73,57%	20	67,26%	23	20,85%	19	85,20%
Part des CDV dans la VA *	106	37,46%	27	14,24%	19	7,46%	20	5,69%	23	57,61%	19	27,62%
Part des charges financières dans la VA *	106	37,57%	27	22,55%	19	2,48%	20	3,98%	23	44,40%	19	74,37%
Rotation des stocks et commandes en cours (en jours) *	400	5	22	4	14	15	6	7	7	72	5	0,87
Rotation des actifs d'exploitation *	94	1,14	26	2,41	16	1,58	17	3,80	20	0,21	15	0,47
Rotation de l'actif *	242	0,35	49	0,58	53	1,23	53	3,10	37	0,21	50	0,12
Frais financiers (en cents) *	107	10,73	28	2,57	19	0,80	20	0,43	23	25,87	19	24,48
Frais financiers dans EBE (en cents) *	106	0,61	27	0,50	19	0,00	20	0,00	23	0,50	19	2,24
Frais de révisions *	106	12,69%	27	10,65%	19	20,59%	20	7,24%	23	13,55%	19	28,45%
Délai moyen de recouvrement des créances clients *	94	67 jours	26	27 jours	16	71 jours	17	18 jours	20	171 jours	15	26 jours
Délai moyen de règlement des dettes fournisseurs *	95	68 jours	26	26 jours	16	126 jours	16	14 jours	18	223 jours	17	120 jours
2. Rentabilité												
Rentabilité brute de l'actif total *	151	9,84%	39	5,91%	29	9,98%	32	12,04%	24	13,08%	32	4,93%
Rentabilité nette de l'actif total *	245	12,64%	49	4,29%	53	7,43%	54	9,40%	37	14,93%	50	12,37%
Rentabilité brute des actifs d'exploitation *	121	15,37%	32	14,34%	18	15,23%	25	13,77%	22	18,53%	24	7,93%
Rentabilité nette des capitaux propres (ROE) *	245	17,33%	49	4,25%	53	8,09%	54	20,07%	37	32,81%	52	15,77%
Rentabilité économique *	105	15,79%	27	7,27%	19	8,04%	20	58,41%	21	36,91%	14	2,53%
Autonomie financière *	244	57,32%	49	39,04%	53	14,71%	54	12,12%	37	231,62%	51	11,66%
Levier financier *	244	2,67	49	1,99	53	5,87	53	3,82	37	0,24	52	1,48
3. Structure financière												
Ratios de liquidité												
Liquidité au sens large / générale / Current ratio	95	1,99	19	1,29	12	1,50	24	1,14	17	1,47	21	1,22
Liquidité au sens strict / Quick ratio / Acid Test	95	1,93	19	1,15	12	0,72	24	0,77	17	3,84	21	1,22
Liquidité immédiate	241	0,47	49	0,43	52	0,33	54	0,47	37	0,51	50	0,44
Ratios de solvabilité												
Solvabilité	245	37,44%	49	50,23%	53	17,07%	54	18,20%	37	23,02%	51	51,44%
Taux d'autofinancement *	245	1,45	49	0,88	53	4,43	54	2,54	37	2,86	52	0,83
Taux d'autofinancement à l'E *	159	0,50	35	0,17	29	0,59	39	0,24	22	0,74	24	0,38
Taux d'autofinancement financier *	179	0,36	41	0,36	36	0,15	32	0,20	32	0,54	35	0,11
Taux d'autofinancement net (financier) *	179	0,47	41	0,35	36	0,52	35	0,75	32	0,83	35	0,17
Capacité de remboursement (en années) *	125	3,00	32	11,47	29	1,77	23	3,14	24	3,84	24	1,14
Ratios d'autonomie financière												
Ratios d'autonomie financière	107	0,28	23	0,07	19	0,07	20	0,07	23	0,68	19	0,71
Prépai d'autofinancement *	244	13,56%	49	20,14%	53	5,27%	54	8,48%	37	11,05%	51	13,16%
Indépendance financière	241	0,60	49	1,01	52	0,33	52	0,35	37	0,30	51	1,00
Importance des charges financières dans le résultat	152	34,01%	35	45,09%	28	11,80%	32	13,52%	24	39,49%	33	24,10%
Financement des immobilisations	154	1,11	35	1,12	28	0,77	37	1,74	22	0,79	32	1,52
Financement des immobilisations	238	0,78	49	1,00	52	0,97	51	1,42	34	0,50	50	0,82

	Moyennes en 2002				
	par secteur	par classe de taille	2002	2001	Evolution
1. Structure d'exploitation					
Marge brute sur ventes	4,03%	8,03%	21,78%	18,67%	17%
Marge nette sur ventes	2,40%	5,33%	10,58%	12,95%	28%
Taux de valeur ajoutée (VA)	15,83%	23,48%	44,74%	42,19%	6%
VA par personne occupée (en euros)	39.174	43.638	91.642	98.694	-7%
Part des frais de personnel dans la VA	64,14%	56,75%	28,56%	30,10%	-8%
Part des CDV dans la VA	14,23%	17,73%	11,62%	13,41%	-13%
Part des charges financières dans la VA	22,55%	26,10%	1,59%	2,29%	-90%
Rotation des stocks et commandes en cours (en jours)	4	5	5	5	0%
Rotation des actifs d'exploitation	2,41	1,74	1,59	1,71	-7%
Rotation de l'actif	0,37	0,25	2,45	4,0	-97%
Frais financiers (en cents)	3,5	6,13	0,71	0,96	-56%
Frais financiers dans EBE (en cents)	0,56	0,41	0,02	0,03	-32%
Frais de personnel	10,15%	13,32%	12,78%	12,70%	-1%
Délai moyen de recouvrement des créances clients	27 jours	30	31	35	-12%
Délai moyen de règlement des dettes fournisseurs	20 jours	83	27	42	-42%
2. Rentabilité					
Rentabilité brute de l'actif total	5,51%	15,99%	35,31%	33,46%	6%
Rentabilité nette de l'actif total	4,29%	0,49%	20,16%	15,73%	28%
Rentabilité brute des actifs d'exploitation	14,56%	15,82%	34,26%	31,87%	8%
Rentabilité nette des capitaux propres (ROE)	4,25%	0,58%	31,26%	28,15%	11%
Rentabilité économique	7,27%	38,56%	78,30%	90,59%	-14%
Autonomie financière	39,04%	48,81%	46,60%	69,91%	-33%
Levier financier	1,99	2,38	1,25	1,79	-13%
3. Structure financière					
Ratios de liquidité					
Liquidité au sens large / générale / Current ratio	1,28	1,02	7,63	3,66	109%
Liquidité au sens strict / Quick ratio / Acid Test	1,15	0,78	5,44	1,97	177%
Liquidité immédiate	0,43	0,13	0,45	0,13	249%
Ratios de solvabilité					
Solvabilité	50,29%	41,96%	64,49%	55,84%	15%
Taux d'autofinancement *	0,88	1,04	0,42	0,69	-80%
Taux d'autofinancement à l'E *	0,17	0,09	0,29	0,37	-58%
Taux d'autofinancement financier *	0,36	0,24	0,19	0,26	-28%
Taux d'autofinancement net (financier) *	0,53	0,39	0,14	0,36	-139%
Capacité de remboursement (en années)	11,47	5,53	0,67	1,04	-35%
Ratios d'autonomie financière					
Ratios d'autonomie financière	0,02	0,04	0,18	0,15	21%
Capacité d'autofinancement relative	20,14%	21,94%	27,43%	18,25%	50%

STATEC
Luxembourg

3. Utilisation et publication des données par la CdB

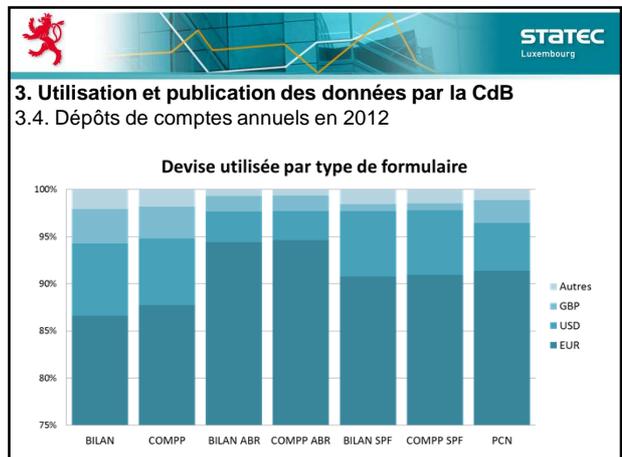
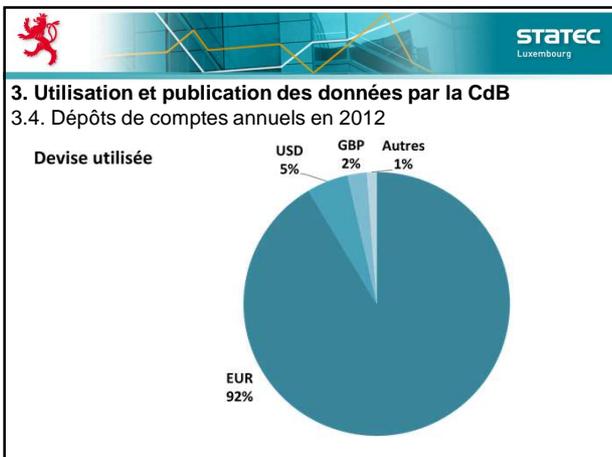
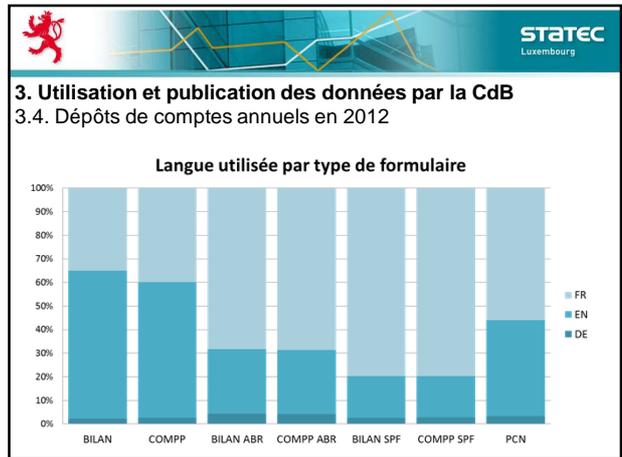
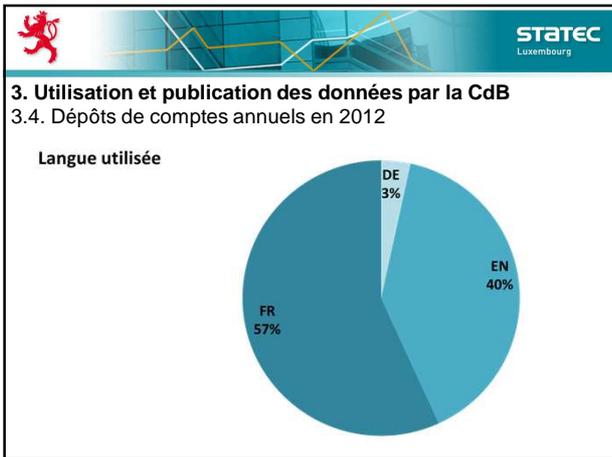
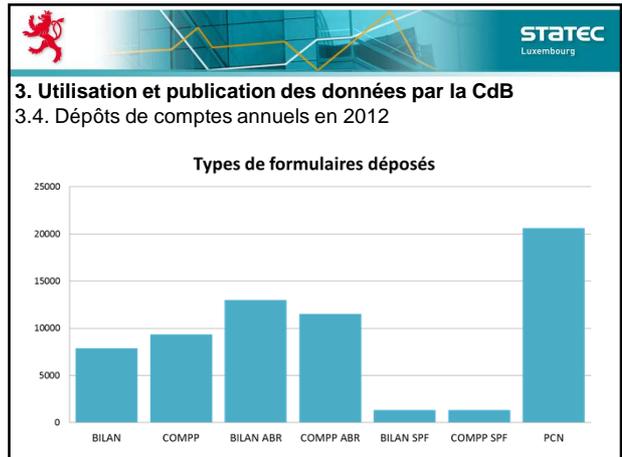
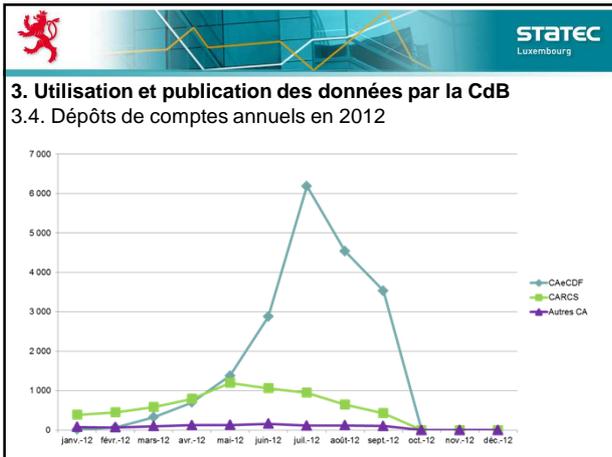
3.3. Les produits de la Centrale des bilans

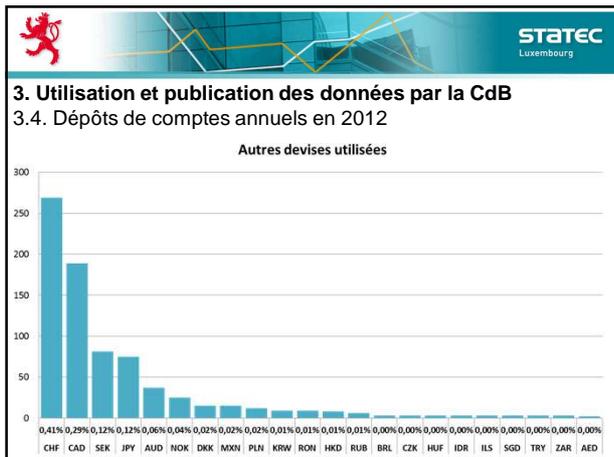
Comparaisons internationales via participation à BACH (Bank for the Accounts of Companies Harmonised) / ESD (European Sectoral References Database)

La Centrale des bilans pourrait encore proposer quelques produits « annexes » tels que :

- une liste des entreprises déposantes,
- un calculateur de ratios en ligne,
- des DVD contenant toutes les données sur une durée déterminée,
- des données signalétiques.

72





Demande d'accès eCDF, définition des mandats et des utilisateurs, accès pour développeurs de logiciels comptables:

CTIE – Madame Regenwetter
 Tél: 49 92 5677 ou 24 78 1677
francine.regenwetter@ctie.etat.lu / ecdf@ctie.etat.lu

Remplissage formulaires et règles de validation :

STATEC - Helpdesk Centrale des bilans / Responsable Centrale des bilans
 Tél: 24 78 8494 / Tél: 24 78 8462
centralebilans@statec.etat.lu / patricia.gonzalez@statec.etat.lu

Dépôts officiels auprès du Registre de commerce:

Tél : 26 428-1 Fax : 26 42 85 55
helpdesk@rcsl.lu

